

Remise du rapport annuel d'activités 2024 du département de la justice :
L'indice de confiance en la justice a évolué de 30% à 72% en 2024

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 01 AVRIL 2025

1751

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Tribune Yeah Samaké

L'impérieuse nécessité de la stabilité
politique pour un Mali prospère



Le 26 Mars : ATT et la démocratie



Lutte contre le terrorisme au Sahel : Opérations réussies des forces de défense de l'AES



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

P.9



P.14



P.20



Une /

Tribune Yeah Samaké : L'impérieuse nécessité de la stabilité politique pour un Mali prospère

P.4

Brèves /

Prière de l'Aïd El Fitr : Le Président GOÏTA place la paix, la solidarité et la souveraineté au cœur de son message

P.9

Mali : Une dynamique commerciale exceptionnelle lors de la fête de l'Eid al-Fitr

P.9

L'Alliance des États du Sahel : Adoption d'une mesure pour assurer son financement autonome

P.10

Lutte contre le terrorisme au Sahel : Opérations réussies des forces de défense de l'AES

P.10

Actualité /

Bilan du Pôle national économique et financier : Un impact majeur dans la lutte contre la corruption et la délinquance économique

P.12

Remise du rapport annuel d'activités 2024 du département de la justice : L'indice de confiance en la justice a évolué de 30% à 72% en 2024

P.14

Politique /

Le 26 Mars : ATT et la démocratie

P.17

Lettre à grand-père : La démocratie aurait eu 34 ans

P.20

Culture & société /

Burkina Faso : Adoption d'une loi sur le statut de la chefferie traditionnelle et coutumière

P.22

International /

Forum de Boao 2025 : L'Asie face à un « monde en mutation »

P.24

Modernisation à la chinoise : Le développement de haute qualité

P.25

Sport /

Aigles du Mali : Lassine Sinayoko sur le point de faire son retour en sélection malienne

P.28

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou Sissoko

Tribune Yeah Samaké

L'impérieuse nécessité de la stabilité politique pour un Mali prospère

Depuis de nombreuses décennies, le Mali a oscillé entre espoir et désillusion, traversant des périodes de turbulence politique et de tensions sécuritaires. Aujourd'hui, alors que le pays se trouve à un moment crucial de son histoire, il est essentiel de rappeler un principe fondamental : la stabilité politique est la clé d'une paix durable, d'une réconciliation nationale réussie et d'une prospérité économique pérenne.

Niankoro Yeah Samaké souligne que l'histoire récente du Mali est marquée par des transitions politiques successives et des défis sécuritaires récurrents, mettant en lumière les conséquences dévastatrices de l'instabilité politique. Celle-ci affaiblit les institutions, freine le développement économique, nourrit les tensions intercommunautaires et mine la confiance des citoyens envers l'État.

Pourtant, il s'exclame que malgré ces obstacles, le Mali regorge de ressources naturelles, d'une jeunesse dynamique et d'une diversité culturelle riche qui pourraient être des leviers de développement majeurs. Cependant, sans un climat politique stable, ces atouts demeurent sous-exploités, voire utilisés à des fins de division.

La stabilité politique n'est pas un luxe superflu, mais une nécessité pressante. Elle est essentielle pour garantir des élections inclusives, transparentes et crédibles, pour favoriser l'investissement, rétablir les services essentiels, réformer le système éducatif et restaurer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire, martèle Yeah Samaké.

Dans ce contexte, les autorités de la Transition ont un rôle crucial à jouer pour préserver cette

stabilité. Leurs actions visant à assurer la sécurité du pays, à renforcer la souveraineté nationale et à poser les bases d'une refondation méritent d'être saluées. Il est de la responsabilité collective de la société civile, des partis politiques, des leaders communautaires et des partenaires internationaux de les soutenir avec engagement, patriotisme et vision.

La réconciliation nationale ne pourra se concrétiser sans un dialogue sincère et une

justice équitable. Elle nécessite également que les acteurs politiques dépassent les clivages partisans pour se concentrer sur l'intérêt supérieur du peuple malien.

Enfin, pour le président d'honneur du PACP, la prospérité future du Mali dépendra d'un climat de paix et de stabilité, offrant à chaque citoyen l'opportunité de contribuer au développement du pays. Cela implique des institutions robustes, des politiques publiques cohérentes et une gouvernance basée sur l'intégrité et la performance.

Le président Samaké lance un appel en affirmant que le moment est venu pour le Mali de faire un choix crucial pour son avenir. Cela commence par un engagement ferme en faveur de la stabilité politique. Il est temps de bâtir un Mali réconcilié, fort et prospère, à la hauteur des aspirations de son peuple courageux et résilient.

À lire en encadré la tribune intégrale de Yeah Samaké

Yacouba Ongoiba



Tribune Politique / L'impérieuse nécessité de la stabilité politique : gage de paix, de réconciliation et de prospérité au Mali

Au fil des décennies, le Mali a connu des périodes d'espoir intense et de désillusion profonde. Mais aujourd'hui, alors que notre nation se trouve à la croisée des chemins, il devient impératif de réaffirmer une vérité fondamentale : la stabilité politique est la condition sine qua non de la paix durable, de la réconciliation nationale et de la prospérité économique.

L'histoire récente du Mali, marquée par des transitions successives et des tensions sécuritaires récurrentes, a démontré à quel point l'instabilité politique peut fragiliser le tissu national. Elle affaiblit nos institutions, compromet le développement économique, alimente les conflits intercommunautaires et érode la confiance des citoyens envers l'État.

Pourtant, au cœur de chaque défi, le Mali dispose d'un potentiel extraordinaire. Nos ressources naturelles abondantes, notre jeunesse dynamique et notre riche diversité culturelle sont des atouts indéniables. Mais sans un climat politique stable, ces forces restent inexploitées, voire détournées à des fins de division.

La stabilité politique n'est pas un luxe ; elle est une urgence. Elle permet l'organisation d'élections inclusives, transparentes et crédibles. Elle crée un environnement propice à l'investissement, au retour des services sociaux de base, à la réforme de notre sys-



tème éducatif et à la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire.

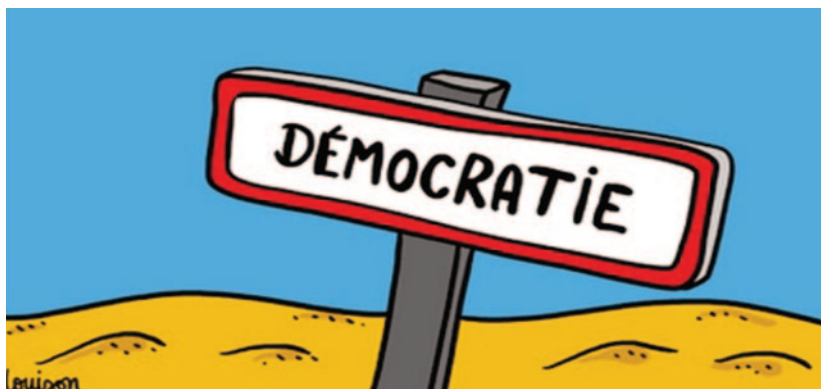
Dans ce contexte, les autorités de la Transition jouent un rôle capital dans la sauvegarde de cette stabilité. Leurs efforts pour sécuriser le pays, renforcer la souveraineté nationale et poser les bases d'une refondation méritent d'être salués. Il est de notre devoir collectif – société civile, partis politiques, leaders communautaires et partenaires internationaux – de les accompagner avec responsabilité, patriotisme et vision.

La réconciliation nationale ne pourra aboutir sans un dialogue sincère et une justice équitable. Mais surtout, elle exige que les acteurs politiques dépassent les querelles partisans pour se consacrer à l'essentiel : le bien-être du peuple malien.

La prospérité, enfin, découlera d'un Mali pacifié, où chaque citoyen aura la possibilité de contribuer au développement du pays. Cela suppose des institutions fortes, des politiques publiques cohérentes, et une gouvernance fondée sur l'intégrité et la performance.

Le moment est venu de faire un choix décisif pour l'avenir de notre Nation. Ce choix commence par l'engagement résolu en faveur de la stabilité politique. Il est temps de construire un Mali réconcilié, solide et prospère, à la hauteur des aspirations de notre grand peuple.

Rappelons nous toujours que #DIRIGER-CESTSERVIR



■ Daouda Bakary Kone



Depuis trois toujours pas de coupure chez nous...il ya de l'électricité à gogo... Bismillah Bismillah... c'est fort...EDM sa qui es-tu ? Félicitations hein..

Quand la diplomatie échoue dans la résolution d'une crise dans le monde actuel, sortez la machine à coudre

Pour cette seconde tentative de record Guinness pour le marathon culinaire le plus long, 8 caméras ont été installées pour suivre cheffe Zeinab, afin d'éviter tout souci de captation. Cette fois-ci, c'est la bonne. #marathonculinaire

Ne vous fier pas à l'ancienne vidéo de Mohamed Bazoum. Les choses ont changé dans le monde. S'il a soutenu Issouffou dans les moments passés, c'était juste ces moments-là. Maintenant, qu'il gère avec Issouffou, le Niger ne se limite pas entre lui, et Issouffou. Personne ne fera confiance à un bandit sahélien. Qu'ils le maintiennent dans le cachot, jusqu'à nouvel ordre. Bazoum est un bandit., un suppôt de la France. C'est ma position.

■ Kadidia Fofana Officiel



Les images de la rencontre à laquelle Sekou Boly a fait allusion en accusant le vieux Boubou Tigal Cissé ont été prises le 21 février 2021 à Niono. Le vieux Cissé n'est plus là pour se défendre, mais il revient aux vivants de veiller à ce que certaines vérités soient rétablies. Restez connectés...



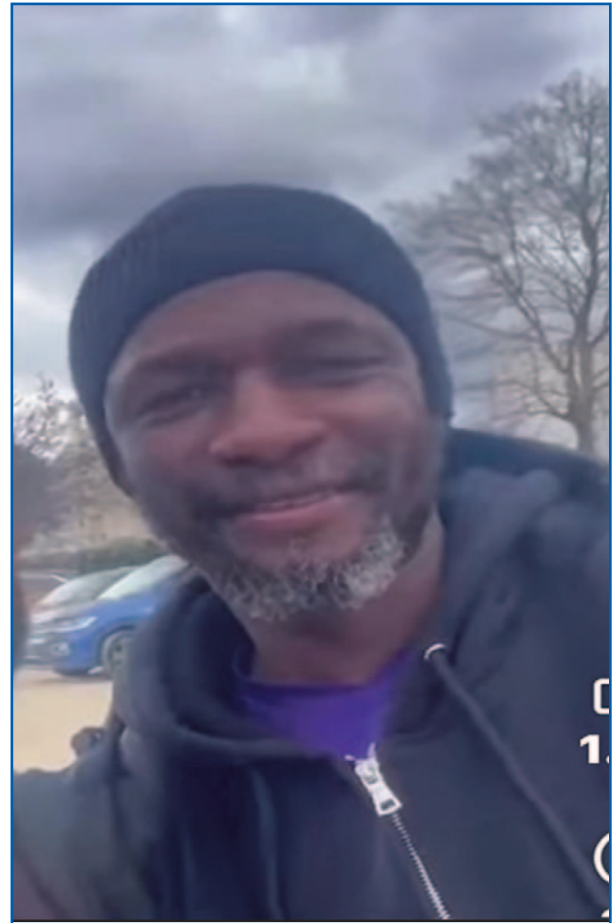
■ Koureichy Cisse



Un ami qui est d'accord avec toi sur tout ce que tu fais, est pire qu'un ennemi. C'est un hypocrite ou un psychopathe.

Suivre

Très grand respect à Mahamadou Diarra Djilla
L'un des meilleurs milieux récupérateurs de tous les temps.
Certains vont douter de l'image, c'est sûr



■ Awa Sylla



Ce monsieur commence à séduire deh.
Il pose des actes même qui parlent.
Comme la bourse des étudiants à 100.000 frs.
Aller dans ce bain foule prier avec ses compatriotes.
Et d'autres actes même si souvent ses sorties ratent un peu à cause de sa manière de communiquer.
Il est sur le chemin d'un bon révolutionnaire que l'Afrique a besoin.
Celui qui éveille les consciences avec des actes forts.
Mais ça reste encore beaucoup de chose à revoir a son niveau.
Mais quand c'est bon faut le dire.



■ Primature du Mali



ÉCHANGES ENTRE LE PREMIER MINISTRE ET L'AMBASSADEUR DE CHINE AU MALI, SON EXCELLENCE CHEN ZHIHONG

Le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a convié, ce 25 mars 2025, l'ambassadeur de Chine au Mali, Son Excellence Chen Zhihong, à une séance de travail, en présence notamment des ministres en charge des Affaires étrangères, de la Sécurité, des Mines, de l'Environnement, des Réformes politiques, ainsi que des Secrétaires généraux des ministères chargés de l'Administration territoriale et de la Justice.

L'objectif de cette rencontre était de discuter des exploitations illégales de ressources minières par des ressortissants chinois, une question relevant de la sécurité nationale. Le Premier ministre a rappelé le caractère stratégique du partenariat entre les deux pays, impulsé par leurs chefs d'État, et a félicité l'ambassadeur pour son soutien diplomatique. Cependant, il a exprimé ses préoccupations concernant l'implication de plusieurs ressortissants chinois dans l'exploitation illégale de l'or entre 2021 et 2025, entraînant de graves conséquences sur l'environnement et les populations locales.

Prenant la parole, Son Excellence l'ambassadeur a présenté ses condoléances et sa solidarité au gouvernement et aux familles des victimes. Il a réaffirmé l'engagement de la Chine à soutenir les réformes du Mali contre l'exploitation illégale, tout en suggérant la mise en place d'un système de coordination entre l'ambassade de Chine et les ministères concernés, afin de garantir le respect des réglementations grâce au partage d'informations en temps opportun. En réponse, le Premier ministre a insisté sur l'arrêt immédiat de toute activité illégale menée par des sociétés ou ressortissants chinois ne respectant pas les normes en vigueur. Il a également souligné la nécessité, avant tout investissement, de prendre contact avec les départements compétents afin d'éviter toute irrégularité.

CCRP



18^e SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES « DES RÉSULTATS FORTS APPRÉCIABLES » DIXIT LE PREMIER MINISTRE

Le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a prononcé ce mardi 25 mars 2025 le discours d'ouverture de la 18^e session ordinaire du Conseil d'Administration du Centre de Formation des Collectivités Territoriales (CFCT).

Les membres du Conseil d'Administration ont examiné et adopté les documents suivants : le procès-verbal de la 17^e session ordinaire du Conseil d'Administration ; l'état de mise en œuvre des recommandations de la 17^e session ordinaire du Conseil d'Administration ; l'état d'exécution du programme d'activités et du budget 2024 ; les projets de programme d'activités, le projet annuel de performance et le budget 2025 ; les projets de délibération portant approbation de l'état d'exécution du programme d'activités et du budget 2024, ainsi que l'adoption du programme d'activités, du projet annuel de performance et du budget 2025.

Le CFCT a enregistré, au terme de l'exercice écoulé, des résultats forts appréciables avec un taux d'exécution physique des activités de 56 % contre 52 % en 2023, soit 18 activités exécutées sur 32 programmées, 12 en cours et 2 non réalisées.

Le taux de mobilisation des ressources propres s'établit à 72 % contre 86 % en 2023, soit 79 462 369 FCFA mobilisés sur une prévision de 110 000 000 FCFA. Le taux d'exécution du budget atteint 94 % contre 89 % en 2023, correspondant au ratio des dépenses exécutées sur les recettes mobilisées.

Malgré un contexte économique difficile, les formations réalisées par le CFCT en 2024 ont bénéficié à plus de 1 500 élus, agents et autres acteurs impliqués dans la gestion des collectivités territoriales. Le projet de budget du CFCT pour l'exercice 2025 s'équilibre en recettes et en dépenses à 1 150 388 555 FCFA, contre 1 386 216 199 FCFA en 2024, soit une diminution de 17 %.

Le Premier ministre a salué l'engagement des administrateurs et du personnel du CFCT pour les efforts déployés dans la formation des acteurs territoriaux.



■ Kèwalé Yèlèma Cc



#SAMBE SAMBE 2025

Yeah Samaké souhaite une bonne fête à toute la Communauté Musulmane.

#6202025

SAMBE SAMBE

Chers frères et sœurs musulmans du Mali et d'ailleurs,

À l'occasion de la célébration de l'Aïd el-Fitr, je tiens à vous adresser mes vœux les plus sincères de paix, de bonheur et de prospérité. Après un mois de dévotion, de prière et de partage, ce jour béni est l'opportunité de renforcer les liens de fraternité et de solidarité entre nous.

Je rends hommage à votre foi, votre persévérance et votre esprit de sacrifice tout au long de ce mois béni de Ramadan. Que vos prières et vos efforts soient récompensés, et que cette fête soit porteuse d'espoir et d'unité pour nos familles et notre chère nation.

En cette période de recueillement et de réjouissance, prions ensemble pour la paix, la stabilité et le développement de notre pays. Que la bénédiction divine accompagne chacun de vos pas et vous accorde santé et prospérité.

À toutes et à tous, Aïd Mubarak !

Yeah Samaké, Président d'honneur du Parti pour l'Action Civique et Patriotique (PACP)



■ Ouverture Média - OM



#OM INFO : Koulouba | 30 mars 2025 | #Ei-dElfitr

Prière de l'Aïd El Fitr : Le Président Assimi GOÏTA

place la paix, la solidarité et la souveraineté au cœur de son message

Le Président de la Transition, Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a accompli la prière de l'Aïd El Fitr, ce dimanche 30 mars 2025, au Palais de Koulouba, entouré des membres du Gouvernement, de son Cabinet, du Secrétariat général de la Présidence, ainsi que du Président du Conseil national de Transition. Des diplomates accrédités auprès de la République du Mali étaient également présents.

Dans son sermon, l'Imam Mahmoud TOURÉ de la mosquée de Koulouba a prêché les valeurs de pardon, d'humilité, de soumission à Dieu, tout en rappelant les vertus du jeûne pour tout musulman aspirant au bonheur. Des prières ont été dites pour la paix, la stabilité et l'autosuffisance alimentaire du Mali ainsi que pour la sécurité et l'économie.

Après la prière, le Président de la Transition a accordé une interview à la presse dans laquelle il a adressé ses vœux les plus chaleureux à l'ensemble de la communauté musulmane du Mali, des pays de l'AES, et à la diaspora malienne.

Il a salué l'esprit de solidarité développé tout au long du mois de Ramadan, exhortant les Maliens à préserver cet élan. Le Chef de l'État a également placé la paix et la stabilité du pays au cœur de son intervention. Il a aussi insisté sur l'importance d'une résilience collective pour l'émergence du Mali.

Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA a enfin mis en perspective la décision de décréter 2025 « année de la culture », en insistant sur sa portée stratégique. La culture est l'arme douce de notre souveraineté. Être culturellement souverain, c'est être intellectuellement libre, économiquement autonome, et socialement uni.



Prière de l'Aïd El Fitr : Le Président GOÏTA place la paix, la solidarité et la souveraineté au cœur de son message



Le Président de la Transition, Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a accompli la prière de l'Aïd El Fitr, ce dimanche 30 mars 2025, au Palais de Koulouba, entouré des membres du Gouvernement, de son Cabinet, du Secrétariat général de la Présidence, ainsi que du Président du Conseil national de Transition. Des diplomates accrédités auprès de la République du Mali étaient également présents.

Dans son sermon, l'Imam Mahmoud TOURÉ de la mosquée de Koulouba a prêché les valeurs de pardon, d'humilité, de soumission à Dieu, tout en rappelant les vertus du jeûne pour tout musulman aspirant au bonheur. Des prières ont été dites pour la paix, la stabilité et l'autosuffisance alimentaire du Mali ainsi que pour la sécurité et l'économie.

Après la prière, le Président de la Transition a accordé une interview à la presse dans laquelle il a adressé ses vœux les plus chaleureux à l'ensemble de la communauté musulmane du Mali, des pays de l'AES, et à la diaspora malienne.

Il a salué l'esprit de solidarité développé tout au long du mois de Ramadan, exhortant les Maliens à préserver cet élan. Le Chef de l'État a également placé la paix et la stabilité du pays au cœur de son intervention. Il a aussi insisté sur l'importance d'une résilience collective pour l'émergence du Mali.

Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA a enfin mis en perspective la décision de décréter 2025 « année de la culture », en insistant sur sa portée stratégique. La culture est l'arme douce de notre souveraineté. Être culturellement souverain, c'est être intellectuellement libre, économiquement autonome, et socialement uni.

Source : Présidence

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 442223 / Email: ampikile@gmail.com
Site: www.malikile.com

Mali : Une dynamique commerciale exceptionnelle lors de la fête de l'Eid al-Fitr



Contrairement aux inquiétudes liées au contexte sécuritaire et économique difficile, la célébration de l'Eid al-Fitr a insufflé une dynamique commerciale inattendue dans la capitale malienne.

Les petits commerçants, les éleveurs et les artisans ont saisi cette opportunité pour relancer leurs activités, mettant en lumière la résilience de l'économie locale.

Dès l'aube, les rues de Bamako ont été animées par une effervescence inhabituelle. Les banques ont dû faire face à un afflux massif de clients venus retirer de l'argent pour finaliser leurs préparatifs. Moussa Keita, père de cinq enfants, témoigne : "Je suis venu acheter des vêtements pour mes enfants. Malgré les difficultés économiques, nous voulons rendre ce jour spécial pour notre famille." De nombreux Maliens ont ainsi démontré leur volonté de célébrer dignement la fin du Ramadan malgré les contraintes financières.

Les artères principales et les marchés ont été le théâtre de stands éphémères proposant des articles très demandés en cette période : chaussures, montres, lunettes et vêtements pour enfants. Ousmane Koita, un vendeur occasionnel, a expliqué sa stratégie : "Je vends des produits pour enfants car chaque parent souhaite faire plaisir à ses enfants. Je réalise un bénéfice d'au moins 1 000 FCFA par article et j'en vends une quinzaine par jour depuis deux semaines." Les vendeurs ont ainsi vu leurs revenus tripler par rapport aux jours ordinaires.

Dans les "garbales" (marchés à bétail temporaires), les éleveurs ont rencontré une forte demande. Hamma Cissé, un éleveur venu de Diafarabé, se réjouit : "Nous avons presque tout vendu. Après déduction des coûts, le bénéfice par tête de bétail dépasse 20 000 FCFA." À proximité, les ateliers d'aiguillage de couteaux et de machettes ont également enregistré une activité record. Bouréma Kanté, forgeron temporaire, souligne : "En un jour, je gagne plus qu'en trois mois habituels."

Ces activités saisonnières, bien que temporaires, ont permis à de nombreux ménages de générer des revenus substantiels. Malgré les défis sécuritaires et économiques, l'Eid al-Fitr a démontré la capacité des Maliens à s'adapter et à stimuler leur économie par des initiatives locales.

Fatou Sissoko

L'Alliance des États du Sahel : Adoption d'une mesure pour assurer son financement autonome



Lors d'une réunion tenue le 28 mars 2025, les pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) ont pris une décision capitale en adoptant une mesure visant à doter la Confédération d'un mécanisme de financement autonome. Cette mesure, qui entrera en vigueur immédiatement, prévoit l'instauration d'un prélèvement confédéral de 0,5 % sur la valeur en douane des importations en provenance de pays tiers, conformément aux normes du GATT.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Traité fondateur de la Confédération signé en juillet 2024, ainsi que de la Charte du Liptako-Gourma adoptée en septembre 2023. Son objectif principal est de réduire la dépendance aux contributions nationales et aux aides extérieures, tout en assurant le financement des institutions communes, des projets d'intégration régionale et de la future Banque confédérale d'investissement.

Le prélèvement ne s'appliquera qu'aux marchandises importées de pays non-membres de l'Alliance des États du Sahel, à l'exception de certains biens spécifiques tels que les produits originaires de la zone, les dons humanitaires, les biens diplomatiques, les hydrocarbures non-issus de pays tiers et les effets personnels des voyageurs. La liste des exemptions pourra être révisée sur proposition des ministres des Finances des pays membres.

La collecte des fonds sera assurée par les douanes nationales de chaque pays membre, avec un reversement rapide sous 15 jours sur un compte unique dédié à la Confédération. La gestion de ces fonds sera confiée au ministre des Finances du pays assurant la présidence tournante de l'Alliance des États du Sahel. De plus, un audit annuel réalisé par un cabinet indépendant garantira la transparence du processus.

Cette décision, signée par le général Assimi Goïta, président en exercice de l'Alliance des États du Sahel, marque un tournant majeur dans la construction de l'organisation. En renforçant leur souveraineté collective, le Mali, le Burkina Faso et le Niger posent les bases d'une économie régionale intégrée, en parfaite adéquation avec les ambitions politiques et économiques de l'Alliance des États du Sahel.

Aruna Sidibé

Lutte contre le terrorisme au Sahel : Opérations réussies des forces de défense de l'AES



Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme au Sahel, les forces de l'Alliance des États du Sahel (AES) ont mené avec succès une série d'opérations coordonnées les 28 et 29 mars 2025. Ces actions, soutenues par un partage efficace des renseignements, ont permis de porter un coup dur aux réseaux terroristes opérant dans la région. Le 28 mars, les forces de l'AES ont intercepté un véhicule conduit par deux terroristes à Djidara, dans la région de Gao au Mali. Le véhicule, volé entre Dori et Téra au Niger il y a un mois, était utilisé par les suspects pour échapper aux forces de sécurité en exploitant les zones frontalières. Les individus arrêtés, identifiés comme Adama Harouna (chauffeur) et Lamine Sidy Ould (présupposé propriétaire), sont soupçonnés d'appartenir à un vaste réseau mafieux et terroriste. Les enquêtes préliminaires révèlent l'existence de complicités locales, actuellement en cours de démantèlement.

Le 29 mars, les vecteurs aériens de l'AES ont repéré une importante colonne de terroristes circulant à moto le long des frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Une première frappe aérienne a ciblé avec précision un regroupement sous un hangar dans le secteur de Hourara (Mali), neutralisant plusieurs terroristes et détruisant une dizaine de motos. Les explosions secondaires observées confirment la présence d'un stock important de matériel logistique.

Une seconde frappe a détruit un pick-up dans le secteur de Fitilli (Mali), illustrant la capacité des forces de l'AES à traquer et neutraliser les groupes armés en mouvement.

Ces opérations mettent en lumière l'efficacité de la collaboration entre les services de renseignement et les forces armées des pays membres de l'AES. La hiérarchie militaire a souligné l'importance de la coordination régionale pour lutter contre l'insécurité dans le Sahel.

Les opérations se poursuivent sur le théâtre unifié de l'AES, avec pour objectif la neutralisation systématique des groupes terroristes et la sécurisation des populations civiles. Ces actions démontrent l'engagement ferme et la détermination des forces de l'Alliance des États du Sahel à éradiquer la menace terroriste dans la région, en veillant à la sécurité des habitants du Sahel et à la stabilité de la région.

Arouna Sidibé

COMMUNIQUÉ INPS



“

La direction générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les retraités maliens bénéficiant d'une pension inférieure ou égale à cinquante mille francs CFA (50 000 FCFA) de l'arrêt définitif des paiements des pensions à la caisse le 31 mars 2025.

Afin d'éviter d'éventuelles perturbations dans le paiement des pensions, les pensionnés concernés sont priés de fournir au plus tard le 04 avril 2025 dans leurs lieux de paiement habituels :

- **un relevé d'identité bancaire (RIB) pour ceux qui souhaiteraient être payés à la banque,**
- **ou une fiche d'identification délivrée par un opérateur mobile pour ceux qui souhaiteraient être payés par mobile paiement.**

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

”

**Bamako, le 19 mars 2025
La Direction Générale**

Bilan du Pôle national économique et financier : **Un impact majeur dans la lutte contre la corruption et la délinquance économique**



Lors de la présentation du rapport des services centraux et assimilés du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, le procureur du Pôle national économique et financier, Ag Haoussa Mohammedine, a dressé un bilan détaillé des activités de sa structure. Institué au Tribunal de grande Instance de la Commune III du district de Bamako par la loi n°2021-051 du 29 septembre 2021, le Pôle a joué un rôle crucial dans la

lutte contre la corruption et la délinquance économique et financière.

En 2024, le Pôle a reçu un total de 539 correspondances, procès-verbaux, rapports et plaintes diverses. Suite à cela, 271 enquêtes ont été ouvertes et 229 procès-verbaux ont été traités, parmi lesquels 189 réquisitoires introductifs. De plus, 23 dossiers ont été classés sans suite et 17 personnes ont été directement citées.

Le procureur a souligné que le Pôle national économique et financier est devenu opérationnel suite à la mutation des magistrats en 2023, conformément aux décrets n°2023-0341/PT-RM et n°2023-0342/PT-RM du 8 juin 2023. Durant cette année-là, le parquet a également fait enrôler 43 renvois en police correctionnelle, totalisant ainsi 60 dossiers enrôlés.

En ce qui concerne les recouvrements, le bilan est également positif : plus de 330 millions de

F CFA ont été recouverts par la Brigade du Pôle national économique et financier. Les dix cabinets d'instructions ont estimé les recouvrements à près de 4 milliards de F CFA, auxquels s'ajoute une inscription d'hypothèque judiciaire pour une valeur de plus de 400 millions de F CFA auprès de la Conservation de la propriété foncière.

Enfin, la Chambre correctionnelle spécialisée a prononcé des amendes d'un montant total de plus de 16 millions de F CFA. Le solde du Fonds de lutte contre la corruption et la délinquance économique s'élève quant à lui à près de 3 milliards de F CFA à la date du 31 décembre 2024.

Grâce à ces résultats remarquables, le Pôle national économique et financier démontre son engagement sans faille dans la lutte contre la corruption et la délinquance économique, contribuant ainsi à renforcer l'intégrité et la transparence dans le pays. Selon la déclaration, le Pôle national économique et financier a joué un rôle essentiel dans le recouvrement de 150 milliards de francs CFA versés à travers sept chèques qui ont été remis au Receveur général du district de Bamako les 3 et 4 octobre 2024.



Ce paiement a été réalisé dans le cadre d'un Accord transactionnel qui respectait les dispositions de la loi uniforme sur le contentieux des infractions à la réglementation des relations financières extérieures des États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Cet Accord transactionnel a été validé par le jugement n°689 du 19 novembre 2024 du Tri-

bunal de grande instance de la Commune II. Il énonçait des engagements financiers d'un montant total de 325 milliards de francs CFA. Cette affaire semble donc être de nature financière et légale, impliquant des sommes importantes et des procédures judiciaires spécifiques conformes à la législation en vigueur dans la région de l'UEMOA.

Mohamed N'Diaye



Remise du rapport annuel d'activités 2024 du département de la justice : L'indice de confiance en la justice a évolué de 30% à 72% en 2024

Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, garde des Sceaux, Mamoudou Kassogué, a récemment reçu le rapport annuel d'activités 2024 des services centraux et assimilés ainsi que des juridictions de son département. Lors d'une cérémonie qui s'est déroulée le jeudi 20 mars dernier, il a exprimé sa satisfaction en recevant ce document de 600 pages des mains du secrétaire général du département, Aboubacar A. Diarra.

La présence des membres du Cabinet du secrétariat général, des directeurs des services centraux et assimilés, des chefs de juridictions et de parquets d'instance, du bâtonnier de l'Ordre des avocats, ainsi que des partenaires du département, dont le représentant du Pnud et celui de EUCAP-Sahel au Mali, a marqué cette cérémonie. Le ministre Kassogué a souligné l'importance des mesures innovantes mises en place pour améliorer la qualité de la gouvernance et du management, ayant un impact positif sur l'image de la justice auprès des justiciables et des citoyens.

Le ministre a insisté sur les résultats significatifs obtenus dans deux domaines clés : les ressources humaines, avec le recrutement de 116 auditeurs de justice et 120 greffiers en chef stagiaires suite à l'organisation de concours, et la modernisation de l'arsenal juridique avec l'adoption et la promulgation du nouveau Code pénal et du nouveau Code de procédure pénale, considérés comme des jalons importants pour la justice malienne indépendante.

Lors de son discours, le ministre Kassogué a souligné que l'amélioration de la confiance envers l'institution judiciaire a été remarquable, avec un indice de confiance en la justice passant de 30 % à 72 %. Il a également souligné l'importance du maintien de ces progrès dans



le temps et de l'adaptation continue au changement, soulignant que la nouvelle justice n'exclut pas la reddition de compte, étant rendue au nom du peuple.

Cette cérémonie de remise du rapport annuel d'activités 2024 marque une étape importante dans le processus de transformation et d'amélioration de la justice au Mali, mettant en avant les efforts déployés et les résultats obtenus pour renforcer la confiance des citoyens envers l'institution judiciaire. La cérémonie dont il est question ici vise à mettre en lumière les méthodes et pratiques innovantes mises

en œuvre au sein du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme. Il est souligné que ces méthodes ne sont pas temporaires ou superficielles, mais qu'elles sont intégrées dans une logique de durabilité et de constance, visant à améliorer continuellement la qualité du service public de la justice.

Le ministre Kassogué a mis en avant que les résultats concrets et historiques obtenus dans l'amélioration du fonctionnement de la justice sont le fruit d'efforts constants et d'une amélioration continue sur les plans administratif, institutionnel, juridique et judiciaire. Ces avan-



cées sont le reflet d'une volonté de changement durable et d'adaptation constante aux évolutions.

La remise du troisième rapport annuel d'activités du département est présentée comme un pas supplémentaire vers la consolidation du changement qualitatif engagé, basé sur des valeurs telles que la bonne gouvernance, le management responsable, la culture du résultat, la redevabilité et la transparence dans l'accomplissement des missions assignées.

Des mesures innovantes sont évoquées, telles que le renforcement des contrôles internes, l'amélioration des méthodes et des procédures, la gestion rationnelle des ressources publiques et la rapidité dans le traitement des dossiers. L'importance de l'écoute des citoyens est soulignée, notamment à travers l'Inspection des services judiciaires et le numéro vert gratuit 'Binkani Kunafoni'.

Les efforts des chefs de juridictions et de parquets pour produire des rapports annuels sont salués, car ces rapports contribuent à renforcer la visibilité des actions et des résultats obtenus, démontrant un sens élevé du devoir, de la redevabilité et de la responsabilité.

Enfin, il a souligné que la modernisation de la justice, basée sur la transparence, la responsabilité et le respect des citoyens, n'exclut pas le devoir de rendre des comptes. L'amélioration de la gouvernance et du management, grâce à ces mesures innovantes, a un impact positif sur l'image de la justice et sur les relations avec les justiciables et les citoyens.

Cette cérémonie met en lumière les avancées significatives réalisées dans le domaine de la

justice, grâce à des pratiques innovantes et à une volonté constante d'amélioration et de transparence. Les mesures innovantes mises en place ont eu un impact significatif sur l'organisation qualitative du travail des responsables des services, mais aussi sur l'espoir des concitoyens envers l'administration de la justice dans notre pays. En effet, ces mesures ont contribué à renforcer la confiance des citoyens envers l'institution judiciaire, comme en témoigne l'évolution de l'indice de confiance en la justice de 30 % à 72 %. Cela est essentiel pour la paix et la stabilité sociale, des éléments clés pour le développement socio-économique.

La quête d'une justice moderne, accessible et efficace nécessite des ressources financières, matérielles et humaines de qualité. L'implication des partenaires techniques et financiers est cruciale pour compléter les efforts de l'État et améliorer les conditions de travail afin d'atteindre les objectifs fixés. En effet, l'amélioration de la gouvernance du secteur judi-

ciaire est primordiale pour instaurer la confiance des partenaires et favoriser leur soutien financier pour répondre aux besoins d'investissement.

Les défis actuels et futurs de la justice exigent des mesures adaptées pour que le secteur puisse répondre aux attentes. Il est indispensable de mobiliser toutes les ressources et les capacités du secteur pour mériter la confiance accordée par les plus Hautes Autorités du pays. Les réformes entreprises en 2024 ont permis de consolider des acquis importants, notamment dans les domaines des ressources humaines et de la modernisation de l'arsenal juridique.

La mise en place de concours pour le recrutement d'auditeurs de justice et de greffiers en chef stagiaires ainsi que l'adoption de nouveaux Codes pénal et de procédure pénale marquent des avancées historiques et exceptionnelles en raison de leur sensibilité, leur portée et leur complexité. Ces réalisations témoignent de l'engagement du département à moderniser et renforcer le secteur de la justice pour répondre aux exigences du monde en constante évolution, et contribuer ainsi à la construction d'un nouveau Mali. Il semble que vous exprimiez des félicitations et des remerciements pour le travail exceptionnel accompli dans le domaine de la justice. Il est clair que vous valorisez l'effort et l'engagement de tous ceux qui ont contribué aux résultats exceptionnels obtenus dans l'organisation de concours de recrutement et l'adoption de Codes modernes et efficaces.

Mohamed N'Diaye





OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA


- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption

et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

 BAMA KO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

 (+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

 contact@oclei.ml  www.oclei.ml

Le 26 Mars : ATT et la démocratie



Nous sommes le 26 Mars. Une Lapalissade me diraient certains. Il se trouve que j'aime certaines Lapalissades, et le 26 Mars est de celles-ci. Donc je répète, nous sommes le 26 Mars. Vous voyez comme moi que c'est une date qui se suffit à elle seule; pas besoin de lui accoler une année, genre le 26 Mars 1991, parce que ça va de soi, parce que ça coule de source (ce n'est pas comme certaines dates qui ne tiennent pas la comparaison parce qu'il faudrait les chercher à la lampe torche à midi pile). Le 26 Mars a été l'œuvre d'hommes et de femmes, et de jeunes, et d'enfants, et de vieillards, qui se sont retrouvés à écrire l'Histoire, sans s'en rendre compte, à l'insu de leur plein gré comme dirait l'autre. Qu'ils en soient remerciés, aussi bien les morts que les victimes encore pantelantes de cette épopée. Le 26 Mars est l'aboutissement de décennies de luttes clandestines, de luttes souterraines sur fond d'incertitudes passagères et de convictions bien trempées. Mais un homme plus que tous les autres à son nom intimement lié à cette date, il s'agit de ATT (tout comme le 26 Mars, le nom de ATT se suffit à lui seul). Vous remarquerez que je ne dis pas feu ATT parce que pour moi, il vit dans toutes les œuvres qu'il a bâties et qui profitent à tous aujourd'hui y compris jusqu'à ceux qui baignent dans une sorte de nihilisme.

Nous sommes le 26 Mars. Et je vais rendre hommage à ATT, ATT le kankékentigui. Jusqu'aux premières heures du 26 Mars où les Maliens ont mis un visage sur son nom que toutes les ondes des radios charriaient, il était presque inconnu au bataillon si je puis me permettre. Quelques rares responsables du Mouvement démocratique l'avaient côtoyé dans d'autres circonstances et un cercle encore plus restreint avait travaillé avec lui pour mettre fin aux tueries et à la dictature. Sinon le reste des Maliens, pour tout le grand reste des Maliens, il était un parfait inconnu. Par son style inimitable (il plaisantait avec tout le monde même si ses têtes de turc préférés étaient les Sissoko, les Coulibali, les Kéita et les Maiga). Il s'est vite fait adopter par l'ensemble des Maliens principalement par ses amis les enfants.

ATT était d'une très grande humilité. Il était d'une grande accessibilité. Il était peuple et ça plaisait aux Maliens qui venaient de sortir de l'enfer. Mais il était surtout le kankelentigui. Il était l'homme de parole. Il était l'homme de serment. Malgré le fait que le pays était un vaste chantier de ruines après les 26 Mars, engagement a été pris de faire une très courte Transition, tellement courte qu'elle devait à peine se tenir en 9 mois. Il faut reconnaître que la confiance avec les militaires n'était pas

totale de mise (quand c'est un bœuf rouge qui a écorné ton père, dès que tu aperçois quelque de rouge, tu détales). Les civils du Mouvement démocratique gardaient toujours en mémoire la trahison des putschistes de 1968 qui, non seulement avaient confisqué le pouvoir mais en plus, de libérateurs étaient devenus de vrais criminels. Les 9 mois ne suffisant pas, il a fallu ajouter 5 mois supplémentaires avec toujours ces propos répétés à chaque occasion : « je suis pressé de partir » déclarait ATT, sûr de lui, sûr de ses convictions (Mitterrand dirait : garder la nuque raide sur ses convictions). Il ne s'est pas laissé tenter par certaines personnes qui lui disaient de rester, de ne pas se presser; ces personnes hantent encore les coulisses du pouvoir et les couloirs des palais. Le 8 juin 1992, le monde entier a accouru pour venir assister à la passation de pouvoir ATT et Alpha. Le monde entier a accouru pour venir voir et toucher presque ce militaire qui tient parole et qui s'en retourne à ses casernes. Le monde entier a accouru pour voir comment dans ce pays pauvre qu'est le Mali on donnait sens à la parole donnée, comment on respectait la parole donnée et tourner dos au pouvoir. Champion des boutades, ATT disait qu'il fallait être fou pour vouloir diriger le Mali. Au journaliste qui lui tendait le micro à la sortie de l'isoloir en 1992, ATT a déclaré avoir voté pour le candidat qu'il aimait



le moins. Et je ne peux m'empêcher d'ajouter une de ses conceptions : « le militaire qui voudrait faire de la politique doit enlever ses tenues d'abord ». Cette conviction vaut encore de nos jours, en tout cas c'est ce que je crois parce que nous sommes plus que jamais à l'ère du verba volant (les paroles s'envolent surtout quand on ne veut pas les respecter).

ATT a aimé le Mali. Il a propulsé le pays dans le cercle des pays qui vivent l'alternance. Il a prouvé qu'un militaire pouvait prendre le pouvoir et respecter son serment de ne pas rester. Il a démontré qu'on pouvait tenir un homme par sa langue au moyen de sa parole donnée. Ce faisant, il a créé des problèmes à tous les putschistes africains à qui les journalistes posaient inlassablement la même question : allez-vous faire comme ATT. Les putschistes africains de ces dernières années jouent avec leur serment, avec leur parole donnée. J'écoutais hier le président gabonais Brice Oligui Nguema qui est candidat à l'élection présidentielle. Le journaliste lui a rappelé sa promesse de remettre le pouvoir aux civils. « Oui, j'ai dit que je leur remettrai le pouvoir mais je n'ai jamais dit que je ne serai pas candidat. J'étais militaire maintenant je suis civil parce que je me suis déshabillé » a-t-il répondu le plus innocemment possible. Fastoche. Même un caméléon pâlerait de jalousie devant une telle facilité de changer de couleur. Deux précautions valant mieux qu'une, il a fait éliminer tous les potentiels candidats qui pouvaient lui pourrir la compétition. Il faut être gabonais, de père gabonais lui-même de père gabonais

(un candidat a été recalé parce qu'il n'a pas pu produire l'acte de naissance de son grand-père). Même condition pour la mère. Il faut avoir une épouse gabonaise, de père gabonais et de grand père gabonais. Il faut n'avoir jamais mis les pieds hors du pays durant ces 3 dernières années. Résultats des courses, le militaire se retrouve civil et en compétition avec des gens que personne ne connaît. Le plus triste dans l'histoire, le plus pathétique c'est de voir les hommes politiques, démocrates sincères et convaincus mettre à sa dispositions des plateformes électorales, l'encensant, déclarant qu'il est l'homme providentiel que le Gabon attendait. Et lui il est tellement sûr de son coup...d'état qu'il a fixé la date de ses élections au 12 avril. Mais le bougre gabonais

n'est pas le seul dans ce cas, où renier sa parole semble être un sport intéressant. En Guinée, Doumbouya qui s'est fait bombardé Général fait tout pour rester au pouvoir au lieu de respecter son engagement à organiser des élections et regagner les casernes. Il suscite des associations l'implorant de se porter candidat. Lui aussi n'y est pas allé de mains morte. Ceux qu'il n'a pas pu trucider ou qu'il n'a pu mettre dans ses prisons ont tous fui le pays. Il est à la phase de dissolution et de suspension des partis politiques. Le seul objectif est de disposer d'un boulevard devant lui. Les pays de l'AES eux, c'est un autre level. La volonté de garder le pouvoir est plus que manifeste malgré les déclarations de bonnes intentions et les prestations de serment à ré-





pétition. Comme dirait l'autre, les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Au Mali où on a connu ATT on ne peut imaginer pareil reniement.

Je vais dire de choses pour terminer sur les militaires qui ont opéré des coups d'états. Primo, ils sont tous très proches de ceux qu'ils ont renversés soit comme aide de camp, soit comme unité spéciale créée par leurs victimes (un ami vient de souffler à mon oreille en me disant qu'ils ont tellement côtoyé le pouvoir et les bonnes choses qui y sont liées qu'ils ont cédé à la tentation). Secundo, ils n'aiment pas trop les journalistes et tous ceux qui pensent différemment. En Guinée, on en met en prisons à tour de bras quand ils ne disparaissent pas tout simplement. Au Niger, c'est la Maison de la presse qu'ils ont commencé par fermer avant d'ouvrir la chasse aux journalistes. Au Burkina, ils viennent de dissoudre l'association des journalistes non sans avoir réussi la prouesse d'obtenir chez nous la fermeture de Joliba TV et surtout de remplir les geôles de journalistes ou à les envoyer au front, ils ne sont pas les seuls d'ailleurs. Au Mali, la chape de plomb est telle qu'on observe une sorte d'autocensure florissante.

Je prends un adage bien de chez nous pour expliquer que les misères survenues à la démocratie chez nous et ailleurs sont des mi-

sères que nous avons cherchées ou achetées pour parler terre-à-terre. « Do bè Nya la, do bè Nya tchèlakaw la » pour dire que rien n'est totalement blanc ou totalement noir, ou que dans une dispute, les torts sont partagés. Les accidents de parcours dont nos démocratie ont été victimes, les braquages auxquels nous avons assistés prouvent seulement que le processus est long. Et cela me renvoie à une déclaration de feu IBK du temps où il était Premier ministre et qu'il était obligé de fraïller, tous les jours, avec les manifestants presqu'en étant lui-même sur les barricades. « La démocratie n'est pas un feu de stop où on vient, on s'arrête et c'est fini » disait-il. Au contraire, c'est un processus de tous les jours. Et me vient à l'esprit cette autre citation dont je ne me rappelle plus l'auteur : « la démocratie est comme un jardin anglais, planté 1000 ans et arrosé tous les jours ». Oui, la démocratie est une fleur dont il faut prendre soin. Sans exagérer, je pense pouvoir dire que de par notre pratique démocratique, de par nos pratiques quotidiennes nous avons préparé le lit de certaines dérives et dresser un boulevard (le boulevard de l'indépendance) pour les adeptes des changements anticonstitutionnels et violents. Nous avons pensé que les majorités politiques obtenues par des bricolages représentaient tout le peuple. Erreur. Erreur qui nous a été fatale chaque fois qu'il y a eu un soubresaut ou une secousse. Que ce soit le

coup d'état contre ATT survenu alors qu'il était à un mois de la fin de son second mandat ; ce soit le coup d'état contre IBK deux ans après avoir commencé son second mandat; personne n'est sorti pour s'opposer aux putschistes. Il est vrai que le capitaine Sanogo a été renvoyé dans sa caserne grâce à la pugnacité de la communauté internationale qui lui a imposé le respect de la Constitution. Dans les deux cas, et dans d'autres situations qui n'ont pas abouti à des ruptures, on s'est rendu à l'évidence, les majorités politiques ne coïncident pas avec les majorités sociologiques.

Notre démocratie a produit et encouragé des pratiques que personne ne pensait possibles. Je prends juste l'exemple des maires et de la prédation sur le foncier. Je ne les frappera pas tous du même bâton mais pour l'écrasante majorité d'entre eux, ils se sont livrés à la vente à ciel ouvert des terres, en spoliant souvent les propriétaires authentiques. Au nom de la majorité politique à laquelle ils appartenaient, ils étaient intouchables, ils étaient impunis, ils se permettaient tout, ils osaient tout. Je pourrais ajouter le fait que les ressources humaines appelées souvent à gérer les affaires de l'Etat ne brillaient pas forcément par leurs compétences. Au contraire, certains cadres étaient non seulement incompetents mais ils pouvaient être d'une arrogance hors norme. Nous nous disions que rien ne pouvait nous arriver. On se comportait comme le cavalier qui était tellement sûr de lui qu'il se permettait de s'asseoir sur les naseaux de son cheval. Il m'arrive souvent de rappeler cette mise en garde de feu Mamadou Lamine Traoré. « Camarades disait-il, rien n'est irréversible y compris notre démocratie ». L'histoire lui a donné raison au moins à trois reprises.

Après la première guerre mondiale qui a vu l'Europe complètement par terre et dévastée, son industrie saccagée, ses populations meurtries et sans repère, l'auteur français Paul Valéry eut cette terrible phrase: « Nous autres civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles ». Et c'est avec plaisir que je le paraphrase : « Nous autres démocraties, nous savons maintenant que nous sommes mortelles ».

Tiégom Boubèye MAÏGA

Lettre à grand-père : La démocratie aurait eu 34 ans

Oui grand-père, 26 mars 1991-26 mars 2025, notre démocratie aurait eu 34 ans. Oui une très belle jeune démocratie aux yeux d'or enviée et jalosée. Oui, oui ! Les durs labeurs des braves hommes et femmes des années 1980. Jeunes et intellectuels qui commencèrent à se dresser contre la dictature. Conférence par-ci, débat par-là.

Oui ces grands intellectuels qui tenaient à la liberté et aux droits ; qui éduquaient, sensibilisaient et des années durant éduquaient pour faire place à la démocratie au Mali. Ces grands journalistes et ces grands journaux qui, au prix de leur vie, son allés au front pour les libertés de pensées, d'expressions, d'aller et de retour. La liberté d'être d'accord ou opposé.

Oui ces grands intellectuels qui ont su éveiller en chaque Malien, le désir de voter un jour,

l'amour du multipartisme et la liberté d'être opposé au régime. Oui ces sommités qui ont pu faire aimer et faire rêver la démocratie en chaque Malien ; qui ont su parler et faire comprendre ; qui ont su et qui ont su faire savoir ce qu'était la démocratie et ses libertés.

Oui ces grands hommes et femmes surtout ces jeunes qui ont affronté l'abeille et y ont même laissé vie pour que le miel nous revienne. Oui ce miel de la démocratie. Ce miel qui nous a fait voter des présidents, des députés et des maires. Ce miel qui a fait naître les oppositions les plus farouches. Des revendications aussi nobles souvent qu'ignobles quelques fois.

Oui grand-père, cela fait 34 ans aujourd'hui, que des jeunes étudiants et autres ; des femmes, des braves et des hommes nombreux

ont accepté de se sacrifier pour que nous, nous vivions la démocratie. Pour que nous, nous puissions élire nos présidents, nos députés et nos maires. Pour que nos présidents, nos députés et nos maires soient soumis à des mandats.

Oui des dignes martyrs qui ont sacrifié leur vie pour que nous, nous puissions réfléchir, penser et parler en toute contradiction, en toute liberté et sécurité. Pour que seul le juge puisse mettre en prison et libérer selon la loi et jamais la volonté de quelqu'un. Oui pour que des députés contrôlent le gouvernement et que le juge fasse régner la loi.

Oui demain, notre belle démocratie aurait eu 34 ans. Elle aurait atteint l'âge de la vraie maturité. L'âge de toutes les libertés et les droits et responsabilités partagés. L'âge du contrôle et de la séparation stricte des pouvoirs.

Elle aurait eu 34 ans, notre démocratie, cher grand-père. Malheureusement, cher grand-père.

A mardi prochain pour ma 292e lettre. Inch Allah !

Lettre de Koureichy
Source : Mali Tribune



Agir pour
un sourire

16^{ème} Edition



Appel aux dons volontaires

Les volontaires en aide aux démunis,
lancent la 16^{ème} édition de l'opération
"Agir pour un sourire"

200 familles comptent sur
votre parrainage.

1 panier =
Argent + Nature
25 000 F Cfa 25 kg de riz
10 kg de sucre
5L d'huile
1 paquet de thé

Rejoignez-nous en devenant volontaire

Orange Money : +223 76 17 72 62 / 76 01 18 69 / 74 74 27 61

Burkina Faso : Adoption d'une loi sur le statut de la chefferie traditionnelle et coutumière



Le gouvernement burkinabè a récemment adopté une loi portant sur le statut de la chefferie coutumière et traditionnelle au Burkina Faso. Cette décision vise à encadrer l'une des institutions les plus anciennes de l'histoire du pays, qui a joué un rôle crucial dans la résolution de nombreuses crises nationales. Le ministre de l'Administration du territoire, Emile Zerbo, a souligné que cette loi clarifie les responsabilités et le rôle des chefs traditionnels, les intégrant ainsi pleinement dans le cadre juridique du pays.

L'objectif principal de cette loi est de revaloriser la chefferie traditionnelle et de promouvoir

la paix au Burkina Faso. Elle établit également les modalités de transmission du pouvoir au sein des institutions coutumières, tout en interdisant et sanctionnant l'auto-proclamation des chefs. Il est important de noter que cette loi ne prévoit aucune rémunération pour les chefs coutumiers et traditionnels, et exige même leur démission s'ils souhaitent s'engager en politique.

Pour Emile Zerbo, cette loi permet aux chefs traditionnels de remplir leur rôle historique de rassembleurs et de promoteurs de la paix dans la société burkinabè. Cependant, certains acteurs, comme Naaba Sebgo, un chef coutumier

de la région du Plateau-Central, soulèvent des préoccupations quant à la manière dont cette décision a été prise. Il estime qu'il aurait été préférable que le gouvernement consulte davantage les chefs coutumiers pour éviter d'éventuels conflits à l'avenir.

Naaba Sebgo met en avant l'importance de la chefferie traditionnelle dans la vie politique du Burkina Faso, soulignant que cette institution a précédé la politique coloniale actuelle. Il propose que le gouvernement travaille en collaboration avec les chefs coutumiers pour les impliquer davantage dans la gestion de la cité, en leur offrant une voix au sein des instances

décisionnelles et en favorisant leur participation au débat national.

La loi sur le statut de la chefferie coutumière et traditionnelle au Burkina Faso suscite des réactions diverses. Si elle est perçue comme une avancée pour la valorisation de cette institution historique, certains soulignent la nécessité d'une meilleure concertation entre le gouvernement et les chefs coutumiers pour assurer une mise en œuvre harmonieuse et efficace de cette nouvelle réglementation. La participation de la chefferie coutumière au débat national sans passer par la voix des politiciens est un sujet important et délicat. Il est vrai que les chefs coutumiers ont parfois été utilisés par les politiciens dans le passé, ce qui a parfois entaché leur image et leur neutralité. Pour corriger cela et permettre aux chefs coutumiers de contribuer de manière plus authentique et indépendante au débat national, plusieurs mesures peuvent être prises:

1. Autonomie et indépendance : Il est essentiel de garantir l'autonomie et l'indépendance des chefs coutumiers vis-à-vis des acteurs politiques. Ces derniers doivent pouvoir s'exprimer librement et agir selon leur propre conscience et les intérêts de leur communauté, sans pressions externes.

Valorisation de la culture et des traditions : Les chefs coutumiers ont un rôle important dans la préservation de la culture et des traditions. Leur contribution au débat national peut se faire en mettant en avant ces aspects, en partageant leur sagesse et leur connaissance ancestrale pour enrichir les discussions sur les enjeux sociétaux.

Consultation et inclusion : Il est crucial d'inclure les chefs coutumiers dans les processus de consultation et de décision, sans pour autant les impliquer directement dans les luttes politiques partisanes. Leurs avis et recomman-

datons peuvent être pris en compte dans l'élaboration des politiques publiques et la résolution des problèmes nationaux.

Reconnaissance et soutien financier : Comme mentionné par l'expert cité, certains pays comme le Ghana offrent un émolument aux chefs coutumiers pour leur rôle et leur service à la communauté. Il pourrait être envisagé de mettre en place un système similaire au Burkina Faso pour reconnaître officiellement leur contribution et assurer leur bien-être matériel.

Le Burkina semble avoir trouvé un équilibre entre la préservation du rôle traditionnel des chefs coutumiers et leur participation constructive au débat national, tout en évitant toute instrumentalisation politique.

Arouna Sidibé



Forum de Boao 2025 : L'Asie face à un « monde en mutation »



La pittoresque ville de Boao, résolument tournée vers un développement vert impressionnant, dans la province insulaire de Hainan, va vibrer du Forum de Boao pour l'Asie (FBA) du 25 au 28 mars 2025. « L'Asie dans le monde en mutation : vers un avenir commun » est le thème autour duquel les dirigeants des pays asiatiques et autres participants venus du monde entier vont débattre. Principalement, il sera question, selon les organisateurs, au cours de cette rencontre majeure, de dynamiser le multilatéralisme, de promouvoir l'ouverture et le développement, de répondre conjointement aux défis mondiaux et de concrétiser les engagements du Sommet des Nations Unies sur l'avenir tout en mettant l'accent sur le développement de l'Asie.

De manière précise, les discussions vont porter sur l'instauration de la confiance et la promotion de la coopération dans un monde en mutation rapide, le rééquilibrage de la mondialisation en faveur d'un développement inclusif, l'accélération des objectifs de développement durable pour des réponses plus efficaces aux défis mondiaux, et le renforcement de l'application et la gouvernance de l'intelligence artificielle (IA) pour un développement axé sur l'innovation.

L'Asie qui représente plus de 60 % de la population mondiale et concentre une grande majorité des pays en développement peut-elle rester indifférente face aux mutations du monde rythmé par des élans de protectionnisme et d'unilatéralisme ? Absolument pas ! C'est dans cette perspective de converger les efforts que le thème du FBA 2025 se justifie pleinement. Dans un contexte où les règles du commerce mondial sont en train d'être remises en cause, les pays asiatiques se trouvent dans l'obligation de renforcer leurs liens afin de préserver la communauté des intérêts. Plus qu'un simple cadre de renforcement de la coopération régionale, le FBA se veut aussi une plate-forme de réflexion pour avoir voix au chapitre dans la gouvernance économique et commerciale mondiale. Le monde suppose que le multilatéralisme soit encouragé de manière conséquente dans les relations internationales.

Face aux incertitudes qui pèsent sur la croissance économique mondiale et les échanges commerciaux, les pays asiatiques se doivent de porter une ambition commune qui est celle de dynamiser non seulement la coopération Sud-Sud, mais aussi celle Nord-Sud. Dans ce vaste village global où les intérêts sont imbri-

qués, il y a lieu de promouvoir les cadres de dialogue et de concertations dans l'optique de préserver l'essentiel. C'est pourquoi le FBA se positionne comme une plate-forme ouverte et inclusive qui vise non seulement à préserver un environnement propice à l'intégration économique régionale, mais aussi à la coopération internationale.

Moteur important de la croissance économique mondiale, l'Asie, entend également au cours de la présente édition du FBA mettre l'accent sur l'application de l'IA et sa gouvernance. Il sera aussi question de mettre à profit l'IA pour améliorer la connectivité numérique entre les pays asiatiques.

Comme aux éditions précédentes, de nombreuses personnalités d'organisations internationales et régionales, des responsables ministériels, des entrepreneurs du Fortune Global 500 et d'experts et de chercheurs renommés sont attendus à Boao pour renforcer et élargir les passerelles de coopérations dans divers secteurs.

Source: cgtn.com

Modernisation à la chinoise : Le développement de haute qualité



Le monde est entré dans une nouvelle période de turbulences et de changements. Certains pays occidentaux considèrent la Chine comme un concurrent stratégique majeur. Il faut, selon ces derniers, essayer de contenir le développement de la Chine par tous les moyens. Dans le même temps, un nouveau cycle de révolution scientifique et technologique et de transformation industrielle apporte de nouvelles façons de concevoir le développement. Il est en train de remodeler le paysage mondial de développement. L'incertitude, l'instabilité et l'imprévisibilité augmentent. Toutefois, ces impondérables apportent des opportunités et des défis sans précédent aux pays du monde entier. La Chine continue inexorablement d'imprimer sa présence au monde à travers sa propre voie. Le processus

de modernisation à la chinoise se poursuit à un rythme soutenu et accéléré grâce à des réformes politiques structurées pour qui irriguent tous les secteurs d'activités de nouvelles énergies porteuses d'innovation. Que faut-il entendre par développement de haute qualité? Le concept renvoie à un développement qui prend l'innovation comme le premier moteur du développement, la coordination comme une caractéristique endogène, le développement vert comme une forme universelle, l'ouverture comme la seule voie et le partage comme l'objectif fondamental. Lorsqu'il a dirigé l'élaboration du 14e plan quinquennal et celle des objectifs de la Vision 2035, le président chinois Xi Jinping a indiqué qu'un développement de haute qualité est plus qu'un simple slogan qui va au-delà du secteur

économique. Lors de la cinquième session plénière du 19e Comité central du Parti communiste chinois, il a précisé que les domaines économique, social, culturel, écologique et autres doivent refléter les exigences d'un développement de haute qualité. Par développement de haute qualité, il faut entendre la construction d'un système industriel moderne, la protection de l'environnement écologique, le développement des œuvres sociales et la promotion d'une prospérité commune au profit de l'ensemble de la population. Le développement de haute qualité englobe tous les aspects du développement économique et social avec l'innovation comme leitmotiv. Le monde est en pleine mutation et connaît des changements majeurs sans précédent induits par l'Internet, le big data, l'in-



telligence artificielle, etc. La nouvelle génération de technologies informatiques évolue chaque jour à une vitesse exponentielle. Un nouveau cycle de révolution scientifique et technologique et de transformation industrielle est en cours. Ce constat suppose la nécessité d'une adaptation pour être en phase avec les exigences d'une société aux besoins sans cesse croissants. Le développement de haute qualité implique l'idée que les facteurs de production traditionnels intègrent l'innovation comme norme. Désormais il est question de prendre davantage appui sur l'innovation de la science et de la technologie pour renforcer des milliers de secteurs d'activités. Il s'agit de promouvoir une économie en vue d'une amélioration qualitative, efficace et une croissance rationnelle. L'économie chinoise est passée d'une phase de croissance rapide à celle de développement de haute qualité avec une relation entre la croissance économique et le développement économique. Il met plutôt l'accent sur l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de la croissance économique. Si la

croissance économique fait principalement référence à la croissance quantitative, le développement économique ne se rapporte pas seulement à l'augmentation du volume. Il prend en compte également l'amélioration qualitative, l'équilibre entre le développement des régions orientale, centrale et occidentale. Il s'agit de travailler à réduire le taux entre la proportion de la population à haut revenu et celle de la population à faible revenu. Quels résultats obtenus ? De manière précise, le développement de haute qualité reflète non seulement l'efficacité de l'activité économique d'un pays ou d'une région, le niveau de vie et la richesse de ses habitants et le pouvoir économique qu'il possède. À titre illustratif, le PIB par habitant de la Chine, qui était d'un équivalent de 6 301 dollars américains en 2012, est passé à 12 681 dollars en 2023. Cela a engendré la formation d'un groupe à moyen revenu avec une population de plus de 400 millions de personnes. À terme, le développement de haute qualité poursuit l'objectif d'un modèle économique rapide, social durable et

inclusif. La promotion des nouvelles énergies est une dimension importante du développement de haute qualité. À ce titre, le cas des véhicules à énergies nouvelles en Chine est très édifiant. En 2023, la production et la vente de véhicules à énergies nouvelles en Chine ont atteint respectivement 9,587 millions d'unités et 9,495 millions d'unités. Cela représente respectivement une augmentation de 35,8 % et de 37,9 % en glissement annuel. Les parts de marché des véhicules à énergies nouvelles chinois représentent plus de 60 % du total mondial. Le développement de haute qualité a littéralement transformé l'industrie manufacturière traditionnelle qui a profité de l'innovation scientifique et technologique pour s'inscrire dans la modernité. Ainsi, 81 petites et moyennes entreprises sont devenues le premier groupe de sociétés cotées en bourse. Une autre plate-forme importante pour la mise en place d'un système d'innovation complet et adapté à l'innovation scientifique et technologique du système financier a été mise en place. Elle vise à servir les petites et

moyennes entreprises innovantes, surtout spécialisées et nouvelles petites entreprises géantes. Dans ce processus, le gouvernement central guide le marché des capitaux pour ouvrir des canaux de financement en faveur des petites et moyennes entreprises afin de réaliser un développement de haute qualité. On peut citer également le corridor d'innovation scientifique et technologique du G60 à 1 200 kilomètres au sud-est de la Bourse de Beijing. Afin de promouvoir un développement de haute qualité à partir de la pratique de base, elle est devenue une plate-forme importante pour la stratégie nationale de développement intégré du delta du fleuve Yangtsé. L'autoroute Shanghai-Kunming, dénommée G60, est aussi l'un des résultats éloquentes du développement de haute qualité. La plupart des sections de cette autoroute qui passent par Shanghai se trouvent dans le district de Songjiang. En s'appuyant sur cette grande artère, Songjiang a créé une destination privilégiée pour les industries de haute technologie. Il a donné naissance à 2 052 nouvelles entreprises spécialisées et spéciales. Parmi elles, se trouvent 82 entreprises d'État, l'île des sciences de Hefei, la Vallée optique de Chine à Wuhan, et le Parc scientifique et technologique Zhigu de Chine à Chongqing. Les gouvernements de différentes régions s'efforcent de créer des plateformes d'innovation dynamiques. Les entreprises, en suivant la logique interne des chaînes d'innovation, industrielle, d'approvisionnement et de valeur, forment des clusters vifs. En juillet 2024, le renforcement de la position principale des entreprises en matière d'innovation scientifique et technologique a été inscrit dans la « Décision » de la troisième session plénière du 20e Comité central du Parti communiste chinois. À l'instar de bon nombre de provinces chinoises, le Hunan a promu un développement de haute qualité sans précédent. Ces dernières années, l'augmentation du nombre d'entreprises de haute technologie dans le Hunan a dépassé plus de 2 000 par an. L'innovation est un point d'attrait du Hunan. En 2023, le revenu disponible par habitant dans les localités urbaines et rurales du Hunan s'est élevé respectivement à 49 200 yuans et 20 900 yuans. L'Indice de développement vert se classe parmi les dix premiers du pays. Toujours en 2023, le volume total des importations et des exportations du Hunan a dépassé le cap des 110 milliards de dollars

américains. En outre, la province a mis en place des médecins généralistes dans les cliniques de village et les centres de santé des cantons et la couverture complète des hôpitaux publics de deuxième classe au niveau du district.

L'innovation, la coordination, le vert, l'ouverture et le partage constituent un ensemble indissociable qui participe à transformer qualitativement tous les secteurs d'activités dans cette province. Les quatre plaques régionales que sont Changsha-Zhuzhou-Xiangtan, le lac Dongting, le sud et l'ouest du Hunan ont connu un développement coordonné et une nette amélioration du niveau d'équilibre entre les zones urbaines et rurales. En 2023, China Mobile a construit à Guiyang la première chaîne de puissance de calcul 400G au monde. Le transfert de données de Guiyang à Shenzhen ne prend que 10 millisecondes. Le Guizhou est aujourd'hui à l'avant-garde du développement de l'économie numérique. L'industrie du big data du Guizhou est partie de zéro en se frayant une nouvelle voie pour faire un bond en avant en matière de développement durable. Le dé-

sert de Tara dans le Qinghai était autrefois une terre aride. Aujourd'hui, les panneaux photovoltaïques forment une mer bleue. Les panneaux photovoltaïques sont fabriqués dans la zone de développement économique et technologique de Xining. Le Xinjiang tire pleinement parti des avantages de ses propres ressources. La région autonome a planifié et construit une base nationale d'énergies propres à grande échelle. L'ampleur du développement des énergies renouvelables continue de s'étendre. La construction de bases éoliennes, de parcs photovoltaïques et d'autres projets avancent de manière ordonnée. Le Xinjiang a réalisé le développement rapide de programmes à grande échelle, intensifs et la généralisation des zones industrielles. En un mot, le développement de haute qualité est inclusif d'autant plus qu'il prend en compte toutes les localités en tenant compte des spécificités de chacune. L'essentiel revient à trouver la voie d'un développement de qualité adaptée à la situation réelle de la région.

Source: cgtn.com





Aigles du Mali : Lassine Sinayoko sur le point de faire son retour en sélection malienne

Depuis quelques mois, l'attaquant de l'AJ Auxerre, Lassine Sinayoko, est au cœur de l'actualité sportive au Mali. Malgré ses performances remarquables lors de la Coupe d'Afrique des Nations 2023, où il a terminé en tant que meilleur buteur de l'équipe nationale avec 3 buts en 4 matchs, Sinayoko a été exclu des récents regroupements de la sélection malienne.

Son absence prolongée a suscité de nombreuses interrogations parmi les supporters et observateurs du football malien. En effet, depuis ses débuts en sélection en septembre 2021, Sinayoko a accumulé 20 sélections et marqué 6 buts, mais son sélectionneur, Tom Saintfiet, ne l'a convoqué qu'une seule fois de-

puis qu'il est à la tête des Aigles.

Lors de la conférence de presse précédant les matchs de qualification pour la Coupe du monde 2026, Saintfiet a expliqué que Sinayoko aurait refusé plusieurs convocations en invoquant des blessures suspectes, ce qui a été mal interprété par le sélectionneur. Cependant, Saintfiet a laissé la possibilité à Sinayoko de revenir en équipe nationale, soulignant que cela dépendait de son attitude et de son engagement.

Suite à cette mise à l'écart, une délégation officielle composée du premier vice-président de la FEMAFoot, Sylvain Diakité, et du manager général des Aigles, Samba Sow, s'est ren-

due à Auxerre pour rencontrer le joueur. Les discussions ont été encourageantes, avec Sinayoko affirmant sa volonté de répondre positivement à toutes les futures convocations.

Ce changement de situation laisse présager un retour imminent de Lassine Sinayoko en sélection malienne. Si tout se déroule comme prévu, le meilleur buteur de la CAN 2023 pourrait retrouver sa place au sein de l'équipe nationale dès le prochain regroupement. Les dirigeants du football malien se montrent optimistes quant à la résolution de ce différend et espèrent voir Sinayoko briller à nouveau sous le maillot des Aigles.

Fatou Sissoko



Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre expression est largement favorisée, aujourd'hui. Vous ne supporterez plus certaines contraintes. Votre esprit surchauffé réclame son quota d'évasion et de repos, mettez-vous au vert, ou mettez du vert dans votre assiette.

Aujourd'hui, vous serez plus dynamique pour accomplir vos tâches et plus disponible pour vous ouvrir aux autres. Votre attitude sera payante à condition de ne pas en faire trop pour épater l'autre. A bon entendeur



Taureau (20 avril - 19 mai)

Bien dans votre peau, vous êtes en accord avec vous-même, davantage à l'écoute de votre corps, suivez cet élan. Vous allez résoudre des questions urgentes sans perdre de temps. Votre efficacité est redoutable aujourd'hui ! Grâce à votre bonne humeur vos relations affectives seront tendres et enflammées durant cette journée. Vous diffusez une joie de vivre communicative. Cela vous apporte du bien-être. Ce sera aussi valable pour les personnes qui vous entourent.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre vision de la vie sera appréciée et rend service autour de vous. Vous saurez communiquer votre énergie à votre entourage. Vous êtes en accord entre vos désirs et la réalité, bon équilibre général, il ne manque qu'un peu de sport.

Vous cherchez à rendre votre quotidien plus stable, plus chaleureux ou plus sécurisant, c'est une bonne chose mais faites attention de ne pas en faire trop, comme devenir radin ou systématiquement anxieux sur le plan matériel, et l'amour dans tout ça ?



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vos obligations vous monopolisent, aujourd'hui. Ne vous laissez pas envahir à l'excès, vous devrez forcer pour avoir la paix. Vous auriez besoin de faire du sport d'endurance pour trouver un meilleur équilibre.

Vous n'aurez pas vraiment d'importants efforts à fournir aujourd'hui, la sérénité sera au rendez-vous et vous suivrez tranquillement votre chemin. Vous ne rencontrerez aucune difficulté à vous consacrer à vos diverses tâches, votre concentration sera présente.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez le chic pour vous mettre en avant et pour arrondir les angles de votre relation. Vos capacités de persuasion sont en hausse... Tous les espoirs sont permis si vous vous montrez patient.

Si vous voulez émerger triomphant de cette journée sensible, ménégez vos sujets ! Le ciel devrait vous aider à compenser, par une approche plus souple et un verbe plus accommodant, les raideurs apparues au sein du foyer.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Coup de projecteur sur votre quête d'idéal et votre ambition de mettre en place un monde parfait ! Le ciel vous accompagne dans cette approche et vous guide si vos activités touchent de près ou de loin l'étranger, l'enseignement ou le juridique.

Prévoyez quelques giboulées et des défis à relever, vous seriez bien inspiré de ménager un peu vos forces si vous souhaitez finir la journée en forme plutôt qu'à cran. Vous disposez de volonté et d'énergie pour tenir sur la durée.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous mobiliserez vos talents pour résoudre des questions importantes pour votre avenir. Une explication en famille serait bienvenue, de façon à faire savoir et discuter de vos plans et vous faire aider.

Aujourd'hui, vous affirmez sans barrières face à votre entourage, avec l'authenticité qui est pleinement la vôtre sera bien plus facile. C'est en faisant preuve de simplicité et d'ouverture d'esprit que vous progresserez efficacement dans vos relations.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous avez besoin de prendre des distances avec des sujets secondaires. Vous verrez plus clair ensuite. Vous êtes au mieux de votre forme, profitez-en, pour vous rendre compte de certaines mauvaises habitudes dans votre hygiène de vie.

N'abusez pas de votre autorité sur votre entourage et n'acceptez pas des responsabilités qui peuvent se retourner contre vous. C'est une journée qui cristallise les situations alors, faites des choix sensés et judicieux.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous serez tenté de prendre des risques. C'est d'ailleurs dans ce créneau que la chance vous attend. Faites le point sur votre façon de vivre, vous vous apercevrez de mauvaises habitudes... Délogez-les !

Aujourd'hui, la persévérance et un mental de gagnant sont vos meilleurs alliés. Vous tenez le bon bout pour réussir et faire avancer vos projets. Votre état d'esprit du jour sera apprécié par votre entourage. Alors, poursuivez sur votre lancée !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre volonté de progrès dynamise vos liens intimes. Vous saurez vous faire pardonner d'anciennes gaffes. Votre forme est au beau fixe, vous avez besoin de vous défouler, de chasser le stress à travers des activités récréatives.

Les critiques seront constructives si vous les prenez du bon côté. Ne vous braquez pas trop vite, laissez les autres parler. Pour autant, n'acceptez pas de vous laisser déborder par les exigences en tout genre qui pleuvent à outrance.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Votre bonne humeur vous poussera à aller vers les autres plus ouvertement, la nouveauté entre dans votre vie. Vous allez avoir l'occasion de réviser votre jugement sur une personne de votre entourage.

Vous avez du mal à rester disponible aux nouveautés. Les habitudes sont décidément trop tentatrices. Vous vous mettez difficilement dans le mouvement. Ne vous lancez pas sur de nouveaux terrains.



Poisson (19 février - 21 mars)

Un certain découragement vous gagne, en particulier face à certaines réalités pratiques. Prenez du recul. Vous avez besoin de vous aérer. Offrez-vous une parenthèse pour respirer en plein air, loin de l'agitation.

Vous serez plus facilement concentré sur des détails importants sans même y penser. Votre bonne humeur fait des merveilles et vous donne des ailes ! Cette journée d'aujourd'hui relancera certains projets, positivement !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1177 Malikilé

1592 Malikilé

Intégration et suivi aux membres de l'élite de leaders politiques - Réactions vives de l'opposition

Le ministre Diop à la Conférence des Nations Unies

Le Combat de Yahya Samaké

Defence de la Démocratie et des Libertés Fondamentales au Mali

Recommandé 2024 - Les experts ont dit

1177 Malikilé

1593 Malikilé

Centre de Formation Professionnelle de Séno - Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat au Mali

Visite de Président Assimi Goita au Burkina Faso

Renforcement de la coopération bilatérale

Le Mali appuie le 17 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

Le Mali appuie le 17 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

1177 Malikilé

1594 Malikilé

Renforcement des relations diplomatiques et humanitaires - Les Ambassades au Mali et au Burkina fermées et une nouvelle ouverte à Dakar

Justice internationale

Al Hassan reconnu coupable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre

Près de 1000 personnes ont été évacuées de l'ouest du Mali - Les Maliens ont une réponse

1177 Malikilé

1595 Malikilé

Politique autour de l'absence de Déclaration de politique générale de Premier ministre au Sénégal - enjeux et implications

Mémoire de Bamba / Chaguel

Un tissu de mensonges ?

CFI - Condamnation d'Al Hassan

Conférence de presse de l'ONU - Séno et l'actualité

1177 Malikilé

1596 Malikilé

État de tension de fond pour l'ouest contre la dégradation - Une initiative de Boubou Bakou Assani et de l'Association Espoir en Afrique

Mali

La rançon de la quête de souveraineté

CFI - Condamnation d'Al Hassan

Conférence de presse de l'ONU - Séno et l'actualité

1177 Malikilé

1597 Malikilé

Fin de la guerre civile au Mali - Le Rassemblement National en position de force, mais la bataille finale reste à venir

Primaires

Pathétique Chaguel !

Le Mali appuie le 17 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

Président Assimi Goita - Le Mali appuie le 17 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

1177 Malikilé

1598 Malikilé

Visite diplomatique de l'ambassadeur au Mali - Le ministre Diop rencontre son homologue des Emirats Arabes Unis

Situation sécuritaire au Mali

Retour sur les événements marquants du mois de juin 2024

Le Mali appuie le 17 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

Le Mali appuie le 17 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

1177 Malikilé

1599 Malikilé

Renforcement de la coopération énergétique entre le Mali et la Russie - Le Président Assani reçoit en audience l'ambassadeur russe (SPASSI)

Initiative royale pour l'Afrique atlantique et le Sahel

Quels projets pour l'accès des pays du Sahel à l'Atlantique ?

Le Mali appuie le 17 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

Le Mali appuie le 17 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23